Le dialogue communautaire pour renforcer la résilience face aux risques liés au changement climatique dans le territoire de Kalehe en RD Congo

Le mercredi 15 juillet 2026, le service des églises protestantes pour les droits humains et la paix dénommé **Héritiers de la Justice** a organisé un dialogue communautaire d'éveil de conscience sur les risques liés au changement climatique à Ihusi dans le territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Le double objectif de la tenue de cette activité à Kalehe était de renforcer l'éveil de conscience et le niveau de connaissances des communautés locales sur les causes et les effets du changement climatique et de susciter dans leur chef des comportements de nature à prévenir et à réduire les impacts du réchauffement climatique déjà perceptibles à travers la récurrence des catastrophes naturelles et des atteintes répétées à la paix et à la cohésion sociale dans cette entité aux indéniables potentialités agropastorales et minières.





Cette importante activité d'une journée a connu la participation d'une trentaine de personnes issues de diverses couches de la population locale, notamment des délégués des autorités civiles et des services de sécurité, des églises et confessions religieuses, des écoles primaires et secondaires et institutions d'enseignement supérieur, des organisations locales des femmes et des jeunes, des opérateurs économiques des secteurs minier et forestier ainsi que d'autres organisations locales de la société civile œuvrant dans la protection de l'environnement.

En vue de donner l'eau au moulin du dialogue interactif, trois brefs exposés incitatifs d'une quinzaine de minutes chacun ont été faits respectivement par le Secrétaire Exécutif de Héritiers de la Justice et deux avocats consultants de l'association. Les trois sous-thèmes introductifs étaient relatifs à *la cartographie locale des risques climatiques et partage d'expériences vécues à Kalehe et au Sud-Kivu, à la gestion concertée et pacifique des ressources naturelles en période de rareté ainsi qu'aux décisions et mesures adaptées et inclusives pour une résilience durable des communautés affectées par le changement climatique*.

Au cours des exposés, les participants interagissaient, d'une part, avec les experts facilitateurs et, d'autre part, entre eux-mêmes en posant des questions de précision et en formulant des recommandations et des engagements en termes des points d'actions à mettre en œuvre au niveau individuel et/ou collectif afin de pallier la situation environnementale qui est déjà sur une inquiétante pente dans l'Est de la RD Congo en général et dans le territoire de Kalehe en particulier.

Au nombre de questions soulevées figurent la problématique de la carence ou absence du courant électrique à la base de l'abattage des arbres par des paysans en quête des bois de chauffe et des braises destinées à la commercialisation et la duplicité des autorités publiques dont les actes et décisions contrastent souvent avec leurs discours mielleux en matière de protection de l'environnement. Il a, notamment, été relevé que ces autorités accordent à cœur joie des autorisations d'abattage de forêts sans enquêtes préalables, et elles s'évertuent à percevoir des taxes auprès des commerçants des braises, des planches et autres produits forestiers tout en décriant l'exploitation illégale des ressources naturelles auprès des partenaires extérieurs.

S'agissant des points d'actions recommandés par ces leaders communautaires, l'on a, entre autres, noté la nécessité :



Vue partielle des participants lors du mot du chargé des actions humanitaires sous administration de l'AFC-M23 en territoire de Kalehe

- D'un appui technique et financier aux acteurs locaux pour développer un vaste programme communautaire de recolonisation forestière (reboisement) d'immenses espaces actuellement détruits, notamment par l'agriculture traditionnelle itinérante sur brûlis, l'élevage extensif, l'exploitation minière artisanale, la quête de bois de chauffe et la braise ainsi que l'accueil et l'hébergement de 1994 à 1996 des centaines de milliers de réfugiés rwandais après le génocide dans ce pays voisin ;
- Le plaidoyer pour l'introduction des matières relatives à la protection de l'environnement et au changement climatique dans tous les programmes d'enseignement primaire, secondaire et universitaire ;
- Le renforcement des capacités des autorités et des jeunes pour qu'ils soient de véritables acteurs environnementaux ;
- La mise en place d'un projet spécifique étalé sur plusieurs années en vue de l'émergence et le renforcement, au sein des communautés de l'Est de la RDC, en général et celles de Kalehe en particulier, d'une culture sensible au climat, à la paix et à la sécurité ainsi que de promotion des énergies renouvelables, en l'occurrence le développement de l'énergie solaire communautaire ;
- Un réel besoin d'accompagnement dans les actions déjà entreprises par la population pour conscientiser les rescapés de Bushushu et Nyamukubi victimes, en l'espace de plus ou moins 10 ans, de deux catastrophes naturelles très dévastatrices.

Cette activité qui s'inscrit dans le cadre du ***Projet Climat, Paix et Sécurité (CLIMPSE)*** financé par **l'Union Européenne** via le réseau **Partenariat Global pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC)** a commencé à 9 heures 10 minutes et a pris fin autour de 15 heures sur une note d'engagement réciproque des invités et des organisateurs de renforcer leur collaboration en vue de la matérialisation progressive de différents points d'actions identifiés.

Fait à Bukavu, le 17 juillet 2026

Héritiers de la Justice, asbl